



RGPP : Déclaration de la CGT-INRA

Conseil d'Administration de l'INRA Rennes - 24 juin 2011

Document réalisé le 24/06/11 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt> et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr

Alors nous y sommes, la Direction Générale de l'INRA souhaite que l'application de la RGPP à l'INRA trouve ici sa conclusion, ceci n'est pas notre avis. Nous tous autour de cette table connaissons les ravages engendrés par la révision générale des politiques publiques. De l'éducation à la santé en passant par la police, le dogme libéral d'affaiblissement des services publics avec sa règle intangible du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux conduit inexorablement à un recul social considérable.

Les opérateurs de l'Etat ne devant pas échapper à la volonté du prince sont donc dans le collimateur présidentiel. Dans ce genre de circonstances il existe toujours des exécuteurs des basses œuvres et c'est donc l'IGAENR qui s'est livrée à cette besogne sans beaucoup d'états d'âmes. L'INRA toujours bon élève s'est porté volontaire pour ce premier exercice. Après un diagnostic qu'elle dit partager avec l'IGAENR sur la nécessité de « faire plus avec moins », et sur une promesse de ne pas supprimer les postes libérés par les départs en retraite en 2012.

L'engagement du gouvernement est 'il respectable et respecté ? Personne n'a oublié ici le président de la république affirmant que la retraite à 60 ans ne serait pas modifiée car affirmait Nicolas Sarkozy « je n'ai pas été élu pour ça ». Le traité constitutionnel rejeté par les Français par référendum a bien été appliqué. Nicolas Sarkozy qui affirme que GDF ne serait jamais privatisé ! Pouvons-nous faire confiance à un exécutif qui renie sa parole à plusieurs reprises ?

La Direction Générale propose son schéma directeur. Optimiser, mutualiser, ces concepts vidés de leurs contenus servent à faire avaler une pilule bien amère à nos collègues. Plus de 3000 pétitions et 3 CTP avortés plus tard notre direction générale n'a toujours rien entendu, elle reste campée sur sa position initiale. Les représentants des tutelles et les autres administrateurs doivent savoir qu'aucune organisation syndicale de notre institut n'a validé ce schéma directeur et que par conséquent il n'engage que la Direction Générale.

Je ne reviendrai pas sur les détails de ces recommandations. Les personnels se rendent compte que si ce schéma cible en premier les collègues des SDAR, les GU sont également touchés, donc par ricochet toutes les unités, et surtout que ce sont à terme toutes les catégories de l'INRA qui sont dans le collimateur pour réaliser les 10% d'économies budgétaires, la direction de l'Inra le confirme d'ailleurs quand elle écrit que l'effort ne portera pas que sur les fonctions support mais « doit concerner la totalité des activités de l'établissement » (page 5 du projet).

Mesurons à présent ce que cela va signifier pour les agents de notre institut :

- Des collègues angoissés par les perspectives de réorientation de leurs activités professionnelles
- Des agents déboussolés parce que contraints à des mobilités forcées
- Des utilisateurs démotivés en raison des dysfonctionnements de S2I
- Des collègues exaspérés d'être contraints de modifier une nouvelle fois leurs procédures de travail, non pour assurer une meilleure prestation mais pour s'abaisser au niveau des demandes de People Soft
- Des collègues déjà déstabilisés par des accidents dans leur vie privée, et dont les compétences et le savoir faire sont contestés
- Des collègues ayant perdu l'estime de soi face aux bouleversements perpétuels de leurs activités
- Des collègues qui se sentent harcelés parce qu'ils n'arrivent pas à faire aussi bien et aussi vite les tâches qui leur sont dévolues sans tenir compte de la réduction des effectifs de fonctionnaires pérennes et de l'accroissement de l'emploi précaire
- Des collègues qui n'osent plus se présenter aux concours internes et aux sélections professionnelles de crainte d'échouer

- Des collègues dépités de ne pas être proposés à une promotion par leur hiérarchie, ou proposés du bout des lèvres, parce que le nombre de postes est trop réduit
- Des collègues pris à la gorge en raison du gel des rémunérations tandis que les charges de la vie courante et les tarifs des services publics ne cessent de croître.

Certains ici se disent que ce que je viens d'énoncer et de dénoncer ne correspond pas à la réalité, hélas ce n'est que la réalité !

France Télécom, Renault et maintenant la SNCF cultivent le mal être social des salariés comme une nécessité du management. Promettre l'instabilité professionnelle est pour ces managers, sans doute, une valeur ajoutée.

Bien sûr notre institut ne connaît pas la « mode du suicide » pour paraphraser un prétendu « capitaine d'industrie » et notre Direction Générale met en place la prévention des risques psycho-sociaux qui sont consubstantiels à la RGPP en permettant aux directions d'organismes de se dédouaner mais qui ne règle rien pour les agents concernés. Ainsi le cercle se referme, les ministères de tutelle avec la complicité de la Direction Générale vont créer les conditions du mal être au travail et la gestion de ce mal être.

Ce qui me rassure mais sans doute pas les tutelles c'est que mes collègues ne sont pas dupes et leur capacité de résistance et d'indignation sont intactes. D'ailleurs, sont-ce seulement des raisons techniques qui font que les directions des autres EPST, CNRS en tête, retardent l'annonce des mesures RGPP dans leurs organismes ? Je n'ai pas d'illusion sur le vote qui va suivre mais qu'importe, le représentant du personnel que je suis porte la parole des agents de l'INRA et vous ne pouvez pas échapper à l'entendre.

Vous allez donc valider ce schéma, entériner l'affaiblissement de la recherche publique. Vous entendez nous faire subir les conséquences du libéralisme, et dans le même temps payer les conséquences de la crise financière. Mais, prenez garde, le terme « RGPP » devient de plus en plus connu dans le pays comme synonyme de liquidation des services publics et son rejet monte à la même vitesse parmi les personnels comme dans la population. Le gouvernement veut valider ces mesures lors d'un Conseil de Modernisations des Politiques Publiques prévu à l'automne. Cela constituera sans nul doute un moment important de mobilisation du personnel INRA et des autres EPST, aux côtés des autres agents de la Fonction Publique.

Certains ici se réjouiront quand même des prouesses du CAC 40 et des profits des banques que le bon peuple à contribuer à sauver.

Il devient classique pour moi lors de chaque conseil d'administration de faire un peu d'histoire sociale et je ne vais pas manquer une fois encore de me livrer à cet exercice. Je suis héritier par mon organisation syndicale du programme du CNR. A ce titre mes camarades ont participé à la création de la sécurité sociale, le système des retraites (Ambroise Croizat), la nationalisation de l'énergie et la création d'EDF GDF (Marcel Paul). Toutes ces avancées sociales sont remises en cause depuis longtemps par les gouvernements successifs mais l'élection de Nicolas Sarkozy a accéléré le processus. Vous vous demandez sans doute quel est le lien avec le schéma directeur ? Nous sommes en permanence dans un rapport de force, les politiques réactionnaires n'ont de cesse que de remettre en cause les acquis sociaux. La liste est longue, je ne citerai que le plus récent, le droit à la retraite à 60 ans. Il en est de même pour les services publics. La RGPP est un des outils dédié à la politique antisociale de destruction des services publics.

Et c'est parce que nous (les travailleurs du public et du privé) sommes comptables de toutes les avancées sociales que nos anciens conquièrent de haute lutte et parfois avec leur sang que je vous affirme que la messe n'est pas dite et que ce n'est qu'un début, il faut continuer le combat.